SEINE MARITIME

Déclaration liminaire

CDAS du 27 mars 2018.

Monsieur le Président,

Ce premier CDAS de l'année est dédié au budget 2018. **L' Intersyndicale 76** s'étonne de voir écrit dans la note d'orientation pour l'action sociale ministérielle du 30 janvier que le budget ministériel de cette année est en augmentation :

- Pour "préserver les moyens d'actions en matière de restauration, de logement et de vacances",
- Pour "un effort supplémentaire en matière d'aide à la parentalité et d'aide aux personnes en difficultés",
- Pour “le maintien des moyens humains au sein des délégations départementales”.

De même, il est indiqué que "la préservation des moyens d'intervention de l'action sociale n'a de sens que si l'éventail des prestations s'adapte constamment aux besoins exprimés par le personnel" (logement, restauration, le secours aux personnes en difficulté, etc..).

Les CDAS doivent "constituer des lieux d'échanges et d'analyse" et "doivent nourrir le travail fait à l'échelon national". "L'expertise locale est nécessaire pour mieux cerner les priorités en faisant remonter les priorités".

Ce qui découle de ces décisions au niveau de notre département est très différent :

• Baisse de 5 % de notre budget départemental entre 2017 et 2018 soit 5 000 euros.
Une fois de plus, force est de constater que ce budget est en fort recul.

• Inquiétude pour la restauration, pour les logements et pour les actions locales proposées.

Pour notre département, on peut se féliciter de la réimplantation de l'emploi d'assistant de délégation. En espérant que cet emploi soit pérenne au fil des années.

L'action sociale n'est pas un confort mais répond à une nécessité : elle a notamment pour but de

répondre aux nombreux besoins des actifs, des retraités et des plus fragiles.

Elle ne doit pas être une variable d'ajustement.

Les politiques économiques et l'austérité choisie par ce gouvernement, loin de permettre de réduire les dettes publiques, ont continué à les creuser. Dans la continuité des gouvernements précédents, la même logique est poursuivie : « Réduction des dépenses publiques ».

La perte du pouvoir d'achat pour les agents dépasse 14 % depuis 2000.

Les effectifs de la Fonction Publique vont encore baisser :

- 120 000 emplois nous promet le Président de la République.

On enregistre plus de 35 000 suppressions d'emplois dans notre ministère depuis 15 ans. Ces suppressions sont catastrophiques pour les conditions de travail de nos collègues et l'accomplissement de nos missions.

Nous constatons, encore une fois, que dans le budget 2018 présenté aujourd'hui, nous sommes loin de nos revendications. Les budgets sont en constante régression. Or, de nouvelles prestations peuvent être discutées et proposées aux agents, ce que nous ne manquerons pas de faire lors de ce CDAS, avec toujours en ligne de mire les notions d'équité et de satisfaction des besoins.

Nous serons vigilants sur le glissement récurrent des factures d'une année sur l'autre et voir, au besoin, à demander un abonnement de crédits budgétaire.

L'intersyndicale 76 est attachée à une action sociale de haut niveau qui réponde aux attentes des agents. Il conviendra donc de s'attacher à ce que l'intégralité du budget soit ainsi consommé pour des actions de qualité.

L'intersyndicale 76 restera vigilante et mobilisée pour répondre au mieux à une conception ambitieuse de l'action sociale. Nous soulignons la nécessité d'une meilleure communication pour la connaissance des prestations auprès de tous les bénéficiaires, actifs ou retraités.